Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 91 del 20 aprile 1998 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 20 aprile 1998** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 76/L

LEGGE 23 marzo 1998, n. **110**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale per la protezione dei ritrovati vegetali, adottata a Parigi il 2 dicembre 1961 e riveduta a Ginevra il 10 novembre 1972, il 23 ottobre 1978 ed il 19 marzo 1991.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 23 marzo 1998, n. **110**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale per la protezione dei ritrovati vegetali, adottata a Parigi il 2 dicembre 1961 e riveduta a Ginevra il 10 novembre 1972, il 23 ottobre 1978 ed il 19 marzo 1991.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale per la protezione dei ritrovati vegetali, adottata a Parigi il 2 dicembre 1961 e riveduta a Ginevra il 10 novembre 1972, il 23 ottobre 1978 ed il 19 marzo 1991.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 37 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. Il Governo della Repubblica è delegato ad emanare, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, le norme necessarie per provvedere all'adeguamento della legislazione interna in materia di nuove varietà vegetali a tutte le prescrizioni obbligatorie dell'atto della conferenza diplomatica di revisione della convenzione internazionale per la protezione dei ritrovati vegetali, adottato a Ginevra il 19 marzo 1991, nonché a quelle facoltative di seguito indicate e nel rispetto dei seguenti princìpi e criteri direttivi:

a) scegliere il tipo di protezione; individuare il costitutore ed il relativo contenuto; prevedere le eccezioni obbligatorie, le limitazioni, l'esaurimento e le forme di tutela provvisoria nonché la durata della tutela, che dovrà essere articolata a seconda dei generi e delle specie;

b) provvedere alla definizione di costitutore e di varietà;

c) determinare la possibilità di scegliere liberamente lo Stato in cui effettuare il primo deposito della domanda ed il riconoscimento della priorità derivante da precedente deposito in uno degli Stati aderenti all'Unione per la protezione dei ritrovati vegetali (UPOV - *Union pour la protection des obtentions végétales*), determinando la documentazione necessaria;

d) prevedere il termine entro il quale la tutela sarà estesa a tutti i generi e le specie;

e) definire le ipotesi di nullità e determinare le condizioni di decadenza;

f) prevedere tariffe per gli esami ed i controlli tecnici;

g) prevedere la revisione dell'articolo 9 del titolo IV della tariffa delle tasse sulle concessioni governative, approvata con decreto del Ministro delle finanze 28 dicembre 1995, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 303 del 30 dicembre 1995, in modo che la tariffa risulti distinta tra periodo di protezione provvisoria e periodo di concessione della privativa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 marzo 1998

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991

CHAPITRE PREMIER

DEFINITIONS

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Acte :

i) on entend par "la présente Convention" le présent Acte (de 1991) de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;

ii) on entend par "Acte de 1961/1972" la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972;

iii) on entend par "Acte de 1978" l'Acte du 23 octobre 1978 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;

iv) on entend par "obtenteur"

- la personne qui a créé ou qui a découvert et mis au point une variété,
- la personne qui est l'employeur de la personne précitée ou qui a commandé son travail, lorsque la législation de la Partie contractante en cause prévoit que le droit d'obtenteur lui appartient, ou
- l'ayant droit ou l'ayant cause de la première ou de la deuxième personne précitée, selon le cas;

v) on entend par "droit d'obtenteur" le droit de l'obtenteur prévu dans la présente Convention;

vi) on entend par "variété" un ensemble végétal d'un taxon botanique du rang le plus bas connu qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obtenteur, peut être

- défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes,
- distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et
- considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit conforme;

vii) on entend par "Partie contractante" un Etat, ou une organisation intergouvernementale, partie à la présente Convention;

viii) on entend par "territoire", en relation avec une Partie contractante, lorsque celle-ci est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque celle-ci est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale;

ix) on entend par "service" le service visé à l'article 30.1)ii);

x) on entend par "Union" l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales fondée par l'Acte de 1961 et mentionnée dans l'Acte de 1972, dans l'Acte de 1978 et dans la présente Convention;

xi) on entend par "membre de l'Union" un Etat partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978, ou une Partie contractante.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

Obligation fondamentale des Parties contractantes

Chaque Partie contractante octroie des droits d'obtenteur et les protège.

Article 3

Genres et espèces devant être protégés

1) [Etats déjà membres de l'Union] Chaque Partie contractante qui est liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,

i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à tous les genres et espèces végétaux auxquels elle applique, à cette date, les dispositions de l'Acte de 1961/1972 ou de l'Acte de 1978 et,

ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.

2) [Nouveaux membres de l'Union] Chaque Partie contractante qui n'est pas liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,

i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à au moins 15 genres ou espèces végétaux et,

ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.

Article 4

Traitement national

1) [Traitement] Les nationaux d'une Partie contractante ainsi que les personnes physiques ayant leur domicile sur le territoire de cette Partie contractante et les personnes morales ayant leur siège sur ledit territoire jouissent, sur le territoire de chacune des autres Parties contractantes, en ce qui con-

cerne l'octroi et la protection des droits d'obtenteur, du traitement que les lois de cette autre Partie contractante accordent ou accorderont par la suite à ses nationaux, le tout sans préjudice des droits prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement par lesdits nationaux et lesdites personnes physiques ou morales des conditions et formalités imposées aux nationaux de ladite autre Partie contractante.

2) ["Nationaux"] Aux fins du paragraphe précédent on entend par "nationaux", lorsque la Partie contractante est un Etat, les nationaux de cet Etat et, lorsque la Partie contractante est une organisation intergouvernementale, les nationaux de l'un quelconque de ses Etats membres.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE L'OCTROI D'UN DROIT D'OBTENTEUR

Article 5

Conditions de la protection

1) [Critères à remplir] a) Le droit d'obtenteur est octroyé lorsque la variété est:

i) nouvelle,

ii) distincte,

iii) homogène et

iv) stable.

2) [Autres conditions] L'octroi du droit d'obtenteur ne peut dépendre de conditions supplémentaires ou différentes de celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que la variété soit désignée par une dénomination conformément

aux dispositions de l'article 20, que l'obtenteur ait satisfait aux formalités prévues par la législation de la Partie contractante auprès du service de laquelle la demande a été déposée et qu'il ait payé les taxes dues.

Article 6

Nouveauté

1) [Critères] La variété est réputée nouvelle si, à la date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative n'a pas été vendu ou remis à des tiers d'une autre manière, par l'obtenteur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété

i) sur le territoire de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus d'un an et

ii) sur un territoire autre que celui de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus de quatre ans ou, dans le cas des arbres et de la vigne, depuis plus de six ans.

2) [Variétés de création récente] Lorsqu'une Partie contractante applique la présente Convention à un genre végétal auquel ou une espèce végétale à laquelle il n'appliquait pas précédemment la présente Convention ou un Acte antérieur, elle peut considérer qu'une variété de création récente existant à la date de cette extension de la protection satisfait à la condition de nouveauté définie au paragraphe 1) même si la vente ou la remise à des tiers décrite dans ledit paragraphe a eu lieu avant les délais définis dans ledit paragraphe.

3) ["Territoires" dans certains cas] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des Etats membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le

requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des Etats membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 7

Distinction

La variété est réputée distincte si elle se distingue nettement de toute autre variété dont l'existence, à la date de dépôt de la demande, est notoirement connue. En particulier, le dépôt, dans tout pays, d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour une autre variété ou d'inscription d'une autre variété sur un registre officiel de variétés est réputé rendre cette autre variété notoirement connue à partir de la date de la demande, si celle-ci aboutit à l'octroi du droit d'obtenteur ou à l'inscription de cette autre variété sur le registre officiel de variétés, selon le cas.

Article 8

Homogénéité

La variété est réputée homogène si elle est suffisamment uniforme dans ses caractères pertinents, sous réserve de la variation prévisible compte tenu des particularités de sa reproduction sexuée ou de sa multiplication végétative.

Article 9

Stabilité

La variété est réputée stable si ses caractères pertinents restent inchangés à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, en cas de cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

CHAPITRE IV

DEMANDE D'OCTROI DU DROIT D'OBTENTEUR

Article 10

Dépôt de demandes

1) [Lieu de la première demande] L'obtenteur a la faculté de choisir la Partie contractante auprès du service de laquelle il désire déposer sa première demande de droit d'obtenteur.

2) [Date des demandes subséquentes] L'obtenteur peut demander l'octroi d'un droit d'obtenteur auprès des services des autres Parties contractantes sans attendre qu'un droit d'obtenteur lui ait été délivré par le service de la Partie contractante qui a reçu la première demande.

3) [Indépendance de la protection] Aucune Partie contractante ne peut refuser d'octroyer un droit d'obtenteur ou limiter sa durée au motif que la protection n'a pas été demandée pour la même variété, a été refusée ou est expirée dans un autre Etat ou une autre organisation intergouvernementale.

Article 11

Droit de priorité

1) [Le droit; sa durée] L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection d'une variété auprès de l'une des Parties contractantes ("première demande") jouit, pour effectuer le dépôt d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour la même variété auprès du service d'une autre Partie contractante ("demande subséquente"), d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2) [Revendication du droit] Pour bénéficier du droit de priorité, l'obtenteur doit, dans la demande subséquente, revendiquer la priorité de la première demande. Le service auprès duquel la demande subséquente a été déposée peut exiger du demandeur qu'il fournisse, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter de la date de dépôt de la demande subséquente, une copie des documents qui constituent la première demande, certifiée conforme par le service auprès duquel elle aura été déposée, ainsi que des échantillons ou toute autre preuve que la variété qui fait l'objet des deux demandes est la même.

3) [Documents et matériel] L'obtenteur bénéficiera d'un délai de deux ans après l'expiration du délai de priorité ou, lorsque la première demande est rejetée ou retirée, d'un délai approprié à compter du rejet ou du retrait pour fournir au service de la Partie contractante auprès duquel il a déposé la demande subséquente, tout renseignement, document ou matériel requis par les lois de cette Partie contractante en vue de l'examen prévu à l'article 12.

4) [Evénements survenant durant le délai de priorité] Les événements survenant dans le délai fixé au paragraphe 1), tels que le dépôt d'une autre demande, ou la publication ou l'utilisation de la variété qui fait l'objet de la première demande, ne constituent pas un motif de rejet de la demande subséquente. Ces événements ne peuvent pas non plus faire naître de droit de tiers.

Article 12

Examen de la demande

La décision d'octroyer un droit d'obtenteur exige un examen de la conformité aux conditions prévues aux articles 5 à 9. Dans le cadre de cet examen, le service peut mettre la variété en culture ou effectuer les autres essais

nécessaires, faire effectuer la mise en culture ou les autres essais nécessaires, ou prendre en compte les résultats des essais en culture ou d'autres essais déjà effectués. En vue de cet examen, le service peut exiger de l'obtenteur tout renseignement, document ou matériel nécessaire.

Article 13

Protection provisoire

Chaque Partie contractante prend des mesures destinées à sauvegarder les intérêts de l'obtenteur pendant la période comprise entre le dépôt de la demande d'octroi d'un droit d'obtenteur ou sa publication et l'octroi du droit. Au minimum, ces mesures auront pour effet que le titulaire d'un droit d'obtenteur aura droit à une rémunération équitable perçue auprès de celui qui, dans l'intervalle précité, a accompli des actes qui, après l'octroi du droit, requièrent l'autorisation de l'obtenteur conformément aux dispositions de l'article 14. Une Partie contractante peut prévoir que lesdites mesures ne prendront effet qu'à l'égard des personnes auxquelles l'obtenteur aura notifié le dépôt de la demande.

CHAPITRE V

LES DROITS DE L'OBTENTEUR

Article 14

Etendue du droit d'obtenteur

1) [Actes à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication] a) Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes suivants accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée :

i) la production ou la reproduction,

ii) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication,

iii) l'offre à la vente,

iv) la vente ou toute autre forme de commercialisation,

v) l'exportation,

vi) l'importation,

vii) la détention à l'une des fins mentionnées aux points i) à vi) ci-dessus.

b) L'obtenteur peut subordonner son autorisation à des conditions et à des limitations.

2) [Actes à l'égard du produit de la récolte] Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard du produit de la récolte, y compris des plantes entières et des parties de plantes, obtenu par utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée, à moins que l'obtenteur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit matériel de reproduction ou de multiplication.

3) [Actes à l'égard de certains produits] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard des produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée couvert par les dispositions du paragraphe 2) par utilisation non autorisée dudit produit de récolte, à moins que l'obtenteur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de récolte.

4) [Actes supplémentaires éventuels] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est également requise pour des actes autres que ceux mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a).

5) [Variétés dérivées et certaines autres variétés] a) Les dispositions des paragraphes 1) à 4) s'appliquent également

i) aux variétés essentiellement dérivées de la variété protégée, lorsque celle-ci n'est pas elle-même une variété essentiellement dérivée,

ii) aux variétés qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée conformément à l'article 7 et

iii) aux variétés dont la production nécessite l'emploi répété de la variété protégée.

b) Aux fins du sous-alinéa a)i) une variété est réputée essentiellement dérivée d'une autre variété ("variété initiale") si

i) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale,

ii) elle se distingue nettement de la variété initiale et

iii) sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.

c) Les variétes essentiellement dérivées peuvent être obtenues, par exemple, par sélection d'un mutant naturel ou induit ou d'un variant somaclonal, sélection d'un individu variant parmi les plantes de la variété initiale, rétrocroisements ou transformation par génie génétique.

Article 15

Exceptions au droit d'obtenteur

1) [Exceptions obligatoires] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas :

i) aux actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales,

ii) aux actes accomplis à titre expérimental et

iii) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ainsi que, à moins que les dispositions de l'article 14.5) ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 14.1) à 4) accomplis avec de telles variétés.

2) [Exception facultative] En dérogation des dispositions de l'article 14, chaque Partie contractante peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété visée à l'article 14.5)a)i) ou ii).

Article 16

Epuisement du droit d'obtenteur

1) [Epuisement du droit] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes concernant du matériel de sa variété ou d'une variété visée à l'article 14.5) qui a été vendu ou commercialisé d'une autre manière sur le territoire de la Partie contractante concernée par l'obtenteur ou avec son consentement, ou du matériel dérivé dudit matériel, à moins que ces actes :

i) impliquent une nouvelle reproduction ou multiplication de la variété en cause ou

ii) impliquent une exportation de matériel de la variété permettant de reproduire la variété vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété fait partie, sauf si le matériel exporté est destiné à la consommation.

2) [Sens de "matériel"] Aux fins du paragraphe 1) on entend par "matériel", en relation avec une variété,

i) le matériel de reproduction ou de multiplication végétative, sous quelque forme que ce soit,

ii) le produit de la récolte, y compris les plantes entières et les parties de plantes, et

iii) tout produit fabriqué directement à partir du produit de la récolte.

3) ["Territoires" dans certains cas] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des Etats membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des Etats membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 17

Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

1) [Intérêt public] Sauf disposition expresse prévue dans la présente Convention, aucune Partie contractante ne peut limiter le libre exercice d'un droit d'obtenteur autrement que pour des raisons d'intérêt public.

2) [Rémunération équitable] Lorsqu'une telle limitation a pour effet de

permettre à un tiers d'accomplir l'un quelconque des actes pour lesquels l'autorisation de l'obtenteur est requise, la Partie contractante intéressée doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

Article 18

Réglementation économique

Le droit d'obtenteur est indépendant des mesures adoptées par une Partie contractante en vue de réglementer sur son territoire la production, le contrôle et la commercialisation du matériel des variétés, ou l'importation et l'exportation de ce matériel. En tout état de cause, ces mesures ne devront pas porter atteinte à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 19

Durée du droit d'obtenteur

1) [Durée de la protection] Le droit d'obtenteur est accordé pour une durée définie.

2) [Durée minimale] Cette durée ne peut être inférieure à 20 années, à compter de la date d'octroi du droit d'obtenteur. Pour les arbres et la vigne, cette durée ne peut être inférieure à 25 années, à compter de cette date.

CHAPITRE VI

DENOMINATION DE LA VARIETE

Article 20

Dénomination de la variété

1) [Désignation des variétés par des dénominations; utilisation de la dénomination] a) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique.

b) Chaque Partie contractante s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration du droit d'obtenteur.

2) [Caractéristiques de la dénomination] La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, sur le territoire de l'une quelconque des Parties contractantes, une variété préexistante de la même espèce végétale ou d'une espèce voisine.

3) [Enregistrement de la dénomination] La dénomination de la variété est proposée par l'obtenteur auprès du service. S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), le service refuse de l'enregistrer et exige que l'obtenteur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée par celui-ci en même temps qu'est octroyé le droit d'obtenteur.

4) [Droits antérieurs des tiers] Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service exige que l'obtenteur propose une autre dénomination pour la variété.

5) [Même dénomination dans toutes les Parties contractantes] Une variété ne peut faire l'objet de demandes d'octroi d'un droit d'obtenteur auprès des Parties contractantes que sous la même dénomination. Le service de chaque Partie contractante est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi proposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination sur le territoire de cette Partie contractante. Dans ce cas, il exige que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6) [Information mutuelle des services des Parties contractantes] Le service d'une Partie contractante doit assurer la communication aux services des autres Parties contractantes des informations relatives aux dénominations variétales, notamment de la proposition, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7) [Obligation d'utiliser la dénomination] Celui qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée sur ledit territoire est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration du droit d'obtenteur relatif à cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8) [Indications utilisées en association avec des dénominations] Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

CHAPITRE VII

NULLITE ET DECHEANCE DU DROIT D'OBTENTEUR

Article 21

Nullité du droit d'obtenteur

1) [Motifs de nullité] Chaque Partie contractante déclare nul un droit d'obtenteur qu'elle a octroyé s'il est avéré :

i) que les conditions fixées aux articles 6 et 7 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obtenteur,

ii) que, lorsque l'octroi du droit d'obtenteur a été essentiellement fondé sur les renseignements et documents fournis par l'obtenteur, les conditions fixées aux articles 8 et 9 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obtenteur, ou

iii) que le droit d'obtenteur a été octroyé à une personne qui n'y avait pas droit, à moins qu'il ne soit transféré à la personne qui y a droit.

2) [Exclusion de tout autre motif] Aucun droit d'obtenteur ne peut être annulé pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

Article 22

Déchéance de l'obtenteur

1) [Motifs de déchéance] a) Chaque Partie contractante peut déchoir l'obtenteur du droit qu'elle lui a octroyé s'il est avéré que les conditions fixées aux articles 8 et 9 ne sont plus effectivement remplies.

b) En outre, chaque Partie contractante peut déchoir l'obtenteur du droit qu'elle lui a octroyé si, dans un délai prescrit et après mise en demeure,

i) l'obtenteur ne présente pas au service les renseignements, documents ou matériel jugés nécessaires au contrôle du maintien de la variété,

ii) l'obtenteur n'a pas acquitté les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de son droit, ou

iii) l'obtenteur ne propose pas, en cas de radiation de la dénomination de la variété après l'octroi du droit, une autre dénomination qui convienne.

2) [Exclusion de tout autre motif] Aucun obtenteur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

CHAPITRE VIII

L'UNION

Article 23

Membres

Les Parties contractantes sont membres de l'Union.

Article 24

Statut juridique et siège

1) [Personnalité juridique] L'Union a la personnalité juridique.

2) [Capacité juridique] L'Union jouit, sur le territoire de chaque Partie contractante, conformément aux lois applicables sur ledit territoire, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

3) [Siège] Le siège de l'Union et de ses organes permanents est à Genève.

4) [Accord de siège] L'Union a un accord de siège avec la Confédération suisse.

Article 25

Organes

Les organes permanents de l'Union sont le Conseil et le Bureau de l'Union.

Article 26

Le Conseil

1) [Composition] Le Conseil est composé des représentants des membres de l'Union. Chaque membre de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant. Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.

2) [Président et vice-présidents] Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement. La durée du mandat du Président est de trois ans.

3) [Sessions] Le Conseil se réunit sur convocation de son Président. Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des membres de l'Union en a fait la demande.

4) [Observateurs] Les Etats non membres de l'Union peuvent être invités aux réunions du Conseil à titre d'observateurs. A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs, ainsi que des experts.

5) [Missions du Conseil] Les missions du Conseil sont les suivantes :

i) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;

ii) établir son règlement intérieur;

iii) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;

iv) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;

v) donner au Secrétaire général toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;

vi) établir le règlement administratif et financier de l'Union;

vii) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer la contribution de chaque membre de l'Union;

viii) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;

ix) fixer la date et le lieu des conférences prévues par l'article 38 et prendre les mesures nécessaires à leur préparation; et

x) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

6) [Nombre de voix] a) Chaque membre de l'Union qui est un Etat dispose d'une voix au Conseil.

b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut, sur des questions de sa compétence, exercer les droits de vote de ses Etats membres qui sont membres de l'Union. Une telle organisation inter-

gouvernementale ne peut exercer les droits de vote de ses Etats membres si ses Etats membres exercent leur droit de vote, et vice versa.

7) [Majorités] Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des suffrages exprimés; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des paragraphes 5)ii), vi) et vii) et en vertu des articles 28.3), 29.5)b) et 38.1) est prise à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 27

Le Bureau de l'Union

1) [Missions et direction du Bureau] Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2) [Missions du Secrétaire général] Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il lui présente des rapports sur sa gestion et sur les activités et la situation financière de l'Union.

3) [Personnel] Sous réserve des dispositions de l'article 26.5)iii), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier.

Article 28

Langues

1) [Langues du Bureau] Les langues française, allemande, anglaise et espagnole sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.

2) [Langues dans certaines réunions] Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de révision se tiennent en ces quatre langues.

3) [Autres langues] Le Conseil peut décider, que d'autres langues seront utilisées.

6) [Vérification des comptes] La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement administratif et financier, par un Etat membre de l'Union. Cet Etat membre est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

7) [Contributions des organisations intergouvernementales] Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale est exemptée du paiement de contributions. Si, néanmoins, elle décide de payer des contributions, les dispositions des paragraphes 1) à 4) seront applicables par analogie.

Article 29

Finances

1) [Recettes] Les dépenses de l'Union sont couvertes

i) par les contributions annuelles des Etats membres de l'Union,

ii) par la rémunération des prestations de services,

iii) par des recettes diverses.

2) [Contributions : unités] a) La part de chaque Etat membre de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).

b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité, aucune fraction ne pouvant être inférieure à un cinquième.

3) [Contributions : part de chaque membre] a) Le nombre d'unités de contribution applicables à tout membre de l'Union qui est partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978 à la date à laquelle il devient lié par la présente Convention est le même que celui qui lui était applicable immédiatement avant ladite date.

b) Tout Etat membre de l'Union indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.

c) Tout Etat membre de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas a) ou b) ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile, cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4) [Contributions : calcul des parts] a) Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant cet exercice à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats membres.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat membre de l'Union est égal au montant d'une unité de contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat membre.

5) [Arriérés de contributions] a) Un Etat membre de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut - sous réserve des dispositions de l'alinéa b) - exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui de la contribution dont il est redevable pour la dernière année complète écoulée. La suspension du droit de vote ne libère pas cet Etat membre de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat membre de l'Union à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

CHAPITRE IX

APPLICATION DE LA CONVENTION; AUTRES ACCORDS

Article 30

Application de la Convention

1) [Mesures d'application] Chaque Partie contractante prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment :

i) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur;

ii) établit un service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur ou charge le service établi par une autre Partie contractante d'octroyer de tels droits;

iii) assure l'information du public par la publication périodique de renseignements sur

- les demandes de droits d'obtenteur et les droits d'obtenteur délivrés, et
- les dénominations proposées et approuvées.

2) [Conformité de la législation] Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat ou organisation intergouvernementale doit être en mesure, conformément à sa législation, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Relations entre les Parties contractantes et les Etats liés par des Actes antérieurs

1) [Relations entre Etats liés par le présente Convention] Seule la présente Convention s'applique entre les Etats membres de l'Union qui sont liés à la fois par la présente Convention et par un Acte antérieur de la Convention.

2) [Possibilité de relations avec des Etats non liés par la présente Convention] Tout Etat membre de l'Union non lié par la présente Convention peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera le dernier Acte de la Convention par lequel il est lié dans ses relations avec tout membre de l'Union lié par la présente Convention seulement. Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à ce que l'Etat membre de l'Union qui a fait la déclaration devienne lié par la présente Convention, ledit membre de l'Union applique le dernier Acte par lequel il est lié dans ses relations avec chacun des membres de l'Union liés par la présente Convention seulement, tandis que celui-ci applique la présente Convention dans ses relations avec celui-là.

Article 32

Arrangements particuliers

Les membres de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des variétés, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat qui est membre de l'Union le jour de son adoption. Elle est ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1992.

Article 34

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1) [Etats et certaines organisations intergouvernementales] a) Tout Etat peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention.

b) Toute organisation intergouvernementale peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention

i) si elle a compétence pour des questions régies par la présente Convention,

ii) si elle a sa propre législation prévoyant l'octroi et la protection de droits d'obtenteurs liant tous ses Etats membres et

iii) si elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à adhérer à la présente Convention.

2) [Instrument d'accession] Tout Etat qui a signé la présente Convention devient partie à la présente Convention en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention. Tout Etat qui n'a pas signé la présente Convention ou toute organisation intergouvernementale devient partie à la présente Convention en déposant un instrument d'adhésion à la présente Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

3) [Avis du Conseil] Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

Article 35

Réserves

1) [Principe] Sous dispositions du paragraphe 2), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) [Exception possible] a) Nonobstant les dispositions de l'article 3.1), tout Etat qui, au moment où il devient partie à la présente Convention, est partie à l'Acte de 1978 et qui, en ce qui concerne les variétés multipliées par voie végétative, prévoit la protection sous la forme d'un titre de propriété industrielle autre qu'un droit d'obtenteur a la faculté de continuer à la prévoir sans appliquer la présente Convention auxdites variétés.

b) Tout Etat qui se prévaut de cette faculté notifie ce fait au Secrétaire général au moment où il dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci. Cet Etat peut, à tout moment, retirer ladite notification.

Article 36

Communications concernant les législations et les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1) [Notification initiale] Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci, chaque Etat ou organisation intergouvernementale notifie au Secrétaire général

i) sa législation régissant les droits d'obtenteur et

ii) la liste des genres et espèces végétaux auxquels il appliquera, à la date à laquelle il deviendra lié par la présente Convention, les dispositions de la présente Convention.

2) [Notification des modifications] Chaque Partie contractante notifie sans délai au Secrétaire général

i) toute modification de sa législation régissant les droits d'obtenteur et

ii) toute extension de l'application de la présente Convention à d'autres genres et espèces végétaux.

3) [Publication de renseignements] Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçues de la Partie contractante concernée, des renseignements sur

i) la législation régissant les droits d'obtenteur et toute modification dans cette législation, et

ii) la liste des genres et espèces végétaux mentionnée au paragraphe 1)ii) et toute extension mentionnée au paragraphe 2)ii).

Article 37

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux Actes antérieurs

1) [Entrée en vigueur initiale] La présente Convention entre en vigueur un mois après que cinq Etats ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve que trois au moins desdits instruments aient été déposés par des Etats parties à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978.

2) [Entrée en vigueur subséquente] Tout Etat qui n'est pas touché par le paragraphe 1), ou toute organisation intergouvernementale, devient lié par la présente Convention un mois après la date à laquelle cet Etat ou cette orga-

nisation dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3) [Impossibilité d'adhérer à l'Acte de 1978] Aucun instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 ne peut être déposé après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1); toutefois, tout Etat qui, selon la pratique de l'Assemblée générale des Nations Unies, est considéré comme un pays en développement peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1995 et tout autre Etat peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1993, même si la présente Convention entre en vigueur avant cette date.

Article 38

Révision de la Convention

1) [Conférence] La présente Convention peut être révisée par une conférence des membres de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2) [Quorum et majorité] La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats membres de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, un texte révisé de la Convention doit recueillir la majorité des trois quarts des Etats membres de l'Union présents et votants.

Article 39

Dénonciation de la Convention

1) [Notifications] Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général. Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les membres de l'Union.

2) [Actes antérieurs] La notification de la dénonciation de la présente Convention est réputée constituer également la notification de la dénonciation de tout Acte antérieur par lequel la Partie contractante dénonçant la présente Convention est liée.

3) [Date de prise d'effet] La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.

4) [Droits acquis] La dénonciation ne saurait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, en vertu de la présente Convention ou d'un Acte antérieur avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 40

Maintien des droits acquis

La présente Convention ne saurait limiter les droits d'obtenteur acquis soit en vertu des législations des Parties contractantes, soit en vertu d'un Acte précédent, soit par suite d'accords, autres que la présente Convention, intervenus entre des membres de l'Union.

Article 41

Original et textes officiels de la Convention

1) [Original] La présente Convention est signée en un exemplaire original en langues française, anglaise et allemande, le texte français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2) [Textes officiels] Le Secrétaire général établit, après consultation des Gouvernements des Etats et des organisations intergouvernementales intéressés, des textes officiels de la présente Convention dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut désigner.

Article 42

Fonctions du dépositaire

1) [Transmission de copies] Le Secrétaire général transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention aux Etats et aux organisations intergouvernementales qui ont été représentés à la Conférence diplomatique qui l'a adoptée et, sur demande, à tout autre Etat et à toute autre organisation intergouvernementale.

2) [Enregistrement] Le Secrétaire général fait enregistrer la présente Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

[Fin du document]

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Convenzione internazionale per la protezione delle novità vegetali del 2 dicembre 1961, riveduta a Ginevra il 10 novembre 1972, il 23 ottobre 1978 ed il 19 marzo 1991

CAPITOLO PRIMO
DEFINIZIONI

Articolo primo

Definizioni

Ai fini del presente Atto:

i) si intende per "la presente Convenzione" il presente Atto (del 1991) della Convenzione internazionale per la protezione delle novità vegetali;

ii) si intende per "Atto del 1961/1972" la Convenzione internazionale per la protezione delle novità vegetali del 2 dicembre 1961, modificata dall'Atto aggiuntivo del 10 novembre 1972;

iii) si intende per "Atto del 1978" l'Atto del 23 ottobre 1978 della Convenzione internazionale per la protezione delle novità vegetali;

iv) si intende per "costitutore":

- la persona che ha creato o che ha scoperto e messo a punto una varietà;

- la persona che e il datore di lavoro della persona precitata o ne ha commissionato il suo lavoro, quando la legislazione della Parte contraente in causa preveda che il diritto di costitutore le appartenga, o

- l'avente diritto o avente causa della prima o della seconda persona precitata, a seconda dei casi;

v) si intende per "diritto di costitutore" il diritto del costitutore previsto dalla presente Convenzione;

vi) si intende per "varietà" un insieme vegetale di un tassone botanico del grado più basso conosciuto che conformandosi integralmente o meno alle condizioni previste per il conferimento del diritto di costitutore, può essere

-definito in base all'espressione dei caratteri risultanti da un certo genotipo o da una certa combinazione di genotipi,

-distinto da ogni altro insieme vegetale in base all'espressione di almeno uno dei suddetti caratteri e

- considerato come un'entità rispetto alla sua idoneità ad essere riprodotto in modo conforme;

vii) si intende per "Parte contraente" uno Stato, o un'organizzazione intergovernativa che è parte della presente Convenzione;

viii) si intende per "territorio"in relazione ad una Parte contraente quando quest'ultima sia uno Stato, il territorio di detto Stato e, quando quest'ultima sia un'organizzazione intergovernativa, il territorio sul quale si applica il trattato costitutivo di tale organizzazione intergovernativa;

ix) si intende per "servizio" il servizio di cui all'articolo 30.1)ii);

x) si intende per "Unione" l'Unione internazionale per la protezione delle novità vegetali fondata dall'Atto del 1961 e menzionata nell'Atto del 1972, nell'Atto del 1978 e nella presente Convenzione;

xi) si intende per "membro dell'Unione" uno Stato che é parte dell'Atto del 1961/1972 o dell'Atto del 1978, o una Parte contraente.

CAPITOLO II

OBBLIGHI GENERALI DELLE PARTI CONTRAENTI

Articolo 2

Obbligo fondamentale delle Parti contraenti

Ogni Parte contraente conferisce i diritti di costitutore e ne assicura la protezione.

Articolo 3

Generi e specie che devono essere protetti

1) [Stati già membri dell'Unione] Ogni Parte contraente che é vincolata dall'Atto del 1961/72 o dall'Atto del 1978 applica le disposizioni della presente Convenzione,

i) a partire dalla data in cui sara vincolata dalla presente Convenzione, a tutti i generi e specie vegetali per i quali essa applica a tale data le disposizioni dell'Atto del 1961/1972 o dell'Atto del 1978 e,

ii) al più tardi allo scadere di un termine di cinque anni a decorrere da tale data, a tutti i generi e specie vegetali.

2) [Nuovi membri dell'Unione] Ogni Parte contraente che non e vincolata dall'Atto del 1961/1972 o dall'Atto del 1978 applica le disposizioni della presente Convenzione,

i) a partire dalla data in cui sarà vincolata dalla presente Convenzione, ad almeno 15 generi e specie vegetali e,

ii) al più tardi allo scadere di un termine di 10 anni a decorrere da tale data, a tutti i generi e specie vegetali.

Articolo 4

Trattamento nazionale

1) [Trattamento] I cittadini di una Parte contraente nonché le persone fisiche aventi il proprio domicilio sul territorio di detta Parte contraente e le persone giuridiche aventi la propria sede su detto territorio godono, sul territorio di ognuna delle altre Parti contraenti, per quanto attiene al conferimento ed alla protezione dei diritti del costitutore, del trattamento che le leggi di tale altra Parte contraente accordano o accorderanno in seguito ai suoi cittadini e questo senza pregiudizio per i diritti previsti dalla presente Convenzione e con riserva dell'adempimento da parte dei suddetti cittadini e delle suddette persone fisiche o giuridiche, delle condizioni e formalità imposte ai cittadini di tale altra Parte contraente.

2) ["Cittadini"] Ai fini del paragrafo precedente si intende per "cittadini", quando la Parte contraente e uno Stato, i cittadini di detto Stato e, quando la Parte contraente e un'organizzazione intergovernativa, i cittadini di uno qualsiasi dei suoi Stati membri.

CAPITOLO III

CONDIZIONI PER IL CONFERIMENTO DEL DIRITTO DI COSTITUTORE

Articolo 5

Condizioni per la protezione

1) [Criteri cui ottemperare] a) Il diritto di costitutore viene conferito quando la varietà é:

i) nuova

ii) distinta

iii) omogenea e

iv) stabile.

2) [Altre condizioni] Il conferimento del diritto di costitutore non può essere subordinato a condizioni supplementari o diverse da quelle sopra menzionate, con riserva che la varietà venga designata da una denominazione conformemente alle disposizioni dell'articolo 20, che il costitutore abbia adempiuto alle formalità previste dalla legislazione della Parte contraente presso il cui servizio é stata depositata la domanda e che abbia pagato le tasse dovute.

Articolo 6

Novità

1) [Criteri] La varietà si reputa nuova quando, alla data del deposito della domanda di diritto di costitutore, del materiale di riproduzione o di moltiplicazione vegetativa non é stato venduto né consegnato a terzi in altro modo, dal costitutore o con il suo consenso ai fini dello sfruttamento della varietà

i) sul territorio dell Parte contraente presso la quale la domanda é stata depositata da oltre un anno e

ii) su un territorio diverso da quello della Parte contraente presso la quale la domanda é stata depositata, da oltre quattro anni o, nel caso di alberi e viti, da oltre sei anni.

2) [Varietà di recente creazione] Quando una Parte contraente applica la presente Convenzione a un genere o a una specie vegetale alla quale non applicava precedentemente la presente Convenzione o un Atto anteriore, essa può ritenere che una varietà di recente creazione esistente alla data di tale estensione della protezione, soddisfi la condizione di novità definita dal paragrafo 1) anche se la vendita o la consegna a terzi descritte nel suddetto paragrafo siano avvenute prima dei termini specificati dal suddetto paragrafo.

3) ["Territori"] in alcuni casi] Ai fini del paragrafo 1), le Parti contraenti che sono Stati membri di un'unica e medesima organizzazione intergovernativa possono, quando i regolamenti di tale organizzazione lo richiedano, agire congiuntamente per assimilare gli atti compiuti sui territori degli Stati membri di tale organizzazione agli atti compiuti sul proprio territorio; in tal caso esse notificheranno tale assimilazione al Segretario generale.

Articolo 7

Distinzione

La varietà si reputa distinta quando si contraddistingue nettamente da ogni altra varietà la cui esistenza, alla data del deposito della domanda, é notoriamente conosciuta. In particolare, si considera che il deposito, in qualsiasi Paese, di una domanda per il conferimento di un diritto di costitutore per un'altra varietà o per l'iscrizione di un'altra varietà in un registro ufficiale delle varietà renderà notoriamente conosciuta quest'altra varietà dalla data della domanda qualora questa abbia come effetto il conferimento del diritto di costitutore o l'iscrizione di tale altra varietà nel registro ufficiale delle varietà a seconda dei casi.

Articolo 8

Omogeneità

La varietà si reputa omogenea quando e sufficientemente uniforme nei suoi caratteri pertinenti, con riserva della variazione prevedibile in considerazione delle particolarità attinenti alla riproduzione sessuata o alla sua moltiplicazione vegetativa.

Articolo 9

Stabilità

La varietà si reputa omogenea quando i suoi caratteri pertinenti rimangono immutati dopo le sue successive riproduzioni o moltiplicazioni o in caso di ciclo particolare di riproduzioni o di moltiplicazioni, alla fine di ciascun ciclo.

CAPITOLO IV

DOMANDA PER IL CONFERIMENTO DEL DIRITTO DI COSTITUTORE

Articolo 10

Deposito delle domande

1) [Luogo di deposito della prima domanda] Il costitutore ha la facoltà di scegliere la Parte contraente presso il cui servizio desideri depositare la sua prima domanda di diritto di costitutore.

2) [Data delle domande seguenti] Il costitutore puo richiedere il conferimento di un diritto di costitutore presso i servizi delle altre Parti contraenti senza attendere il rilascio di un diritto di costitutore da parte dell'autorità competente della Parte contraente che ha ricevuto la prima domanda.

3) [Indipendenza della protezione] Nessuna Parte contraente puo rifiutare di conferire un diritto di costitutore o limitarne la durata basandosi sul motivo che la protezione non sia stata richiesta per la medesima varietà, sia stata rifiutata o sia scaduta in un altro Stato o in un'altra organizzazione intergovernativa.

Articolo 11

Diritto di priorità

1) [Il diritto; la sua durata] Il costitutore che ha regolarmente depositato una domanda di protezione per una varietà presso una delle Parti contraenti ("prima domanda") gode, per effettuare il deposito di una domanda per il conferimento di un diritto di costitutore per la medesima varietà presso il servizio di un'altra Parte contraente ("domanda seguente") di un diritto di priorità per un periodo di dodici mesi. Tale termine decorre dalla data del deposito della prima domanda. Il giorno del deposito non é compreso in tale termine.

2) [Rivendicazione del diritto] Per beneficiare del diritto di priorità, il costitutore deve rivendicare, in una domanda successiva, la priorità della prima domanda. Il servizio presso il quale é stata depositata la domanda successiva puo esigere che il richiedente produca, entro un termine che non puo essere inferiore a tre mesi dalla data del deposito della domanda successiva, una copia dei documenti che costituiscono la prima domanda, certificata conforme dal servizio presso la quale sia stata depositata, nonchè campioni o ogni altra prova che dimostri che la varietà oggetto delle due domande e la stessa.

3) [Documenti e materiale] Il costitutore dispone di un termine di due anni dalla scadenza del termine di priorità o, quando la prima domanda é stata rifiutata o ritirata, di un termine appropriato dalla data del rifiuto o del ritiro, per fornire al servizio della Parte contraente presso la quale ha depositato la domanda successiva, ogni informazione, documento o materiale richiesti dalle leggi di tale Parte contraente ai fini dell'esame previsto dall'articolo 12.

4) [Fatti che sopravvengono entro il termine di priorità] I fatti che sopravvengono entro il termine stabilito dal paragrafo 1) quali il deposito di un'altra domanda o la pubblicazione o l'utilizzazione della varietà oggetto della prima domanda, non costituiscono motivo di rifiuto della domanda successiva. Tali fatti non possono far nascere alcun diritto per i terzi.

Articolo 12

Esame della domanda

La decisione di conferire un diritto di costitutore esige un esame di conformità alle condizioni previste dagli articoli 5 a 9. Nell'ambito di tale esame il servizio può procedere alla coltivazione della varietà o effettuare altre prove necessarie, far eseguire la coltivazione o le altre prove necessarie o prendere in considerazione i risultati ottenuti da prove di coltivazione o da altre prove già effettuate. Ai fini di tale esame, l'autorità comptetente può esigere dal costitutore ogni informazione,documento o materiale necessari.

Articolo 13

Protezione provvisoria

Ogni Parte contraente adotta le misure atte a salvaguardare gli interessi del costitutore durante il periodo compreso fra il deposito della domanda per il conferimento di un diritto di costitutore o la sua pubblicazione ed il conferimento del diritto. Tali misure avranno almeno l'effetto che il titolare del diritto di costitutore avrà diritto ad un'equa rimunerazione da parte di colui che, nel periodo precitato, ha compiuto gli atti che, una volta conferito il diritto, richiedano l'autorizzazione del costitutore in conformità alle disposizioni dell'articolo 14. Una Parte contraente può stabilire che le suddette misure abbiano effetto unicamente nei riguardi di quelle persone alle quali il costitutore ha notificato il deposito della domanda.

CAPITOLO V

I DIRITTI DEL COSTITUTORE

Articolo 14

Portata del diritto di costitutore

1) [Attività relative al materiale di riproduzione o di moltiplicazione] a) Salvo gli articoli 15 e 16, l'autorizzazione del costitutore é richiesta per le seguenti attività compiute in relazione al materiale di riproduzione o di moltiplicazione della varietà protetta:

i) produzione o riproduzione,

ii) condizionamento a scopo di riproduzione o moltiplicazione,

iii) offerta in vendita,

iV) vendita o qualsiasi altra forma di comemrcializzazione,

v) esportazione,

vi) importazione,

vii) detenzione per uno degli scopi previsti ai punti i) a vi) sopraelencati.

b) Il costitutore puo subordinare la propria autorizzazione a condizioni e limitazioni.

2) [Attività relative al prodotto della raccolta] Con riserva degli articoli 15 e 16, l'autorizzazione del costitutore e richiesta per le attività menzionate ai punti i) a vii) del paragrafo 1)a) compiute in relazione al prodotto della raccolta, comprese piante intere e parti di piante ottenute mediante l'utilizzazione non autorizzata di materiale di riproduzione o di moltiplicazione della varietà protetta, a meno che il costitutore non abbia potuto esercitare ragionevolmente il proprio diritto in relazione al suddetto materiale di riproduzione o di moltiplicazione.

3) [Attività relative ad alcuni prodotti] Ogni Parte contraente puo stabilire che, fatti salvi gli articoli 15 e 16, l'autorizzazione del costitutore venga richiesta per le attività menzionate ai punti i) a vii) del paragrafo 1)a) compiute in relazione ai prodotti fabbricati direttamente a partire da un prodotto di raccolta della varietà protetta secondo le disposizioni del paragrafo 2) mediante l'utilizzazione non autorizzata del suddetto prodotto di raccolta, a meno che il costitutore non abbia potuto esercitare ragionevolmente il proprio diritto in relazione al suddetto prodotto di raccolta.

4) [Eventuali attività addizionali] Ogni Parte contraente può stabilire che, fatti salvi gli articoli 15 e 16, l'autorizzazione del costitutore venga richiesta anche per altre attività che non siano quelle menzionate ai punti i) a VV) del paragrafo 1)a).

5) [Varietà derivate ed alcune altre varietà] a) Le disposizioni dei paragrafi 1) a 4) si applicano anche

i) alle varietà essenzialmente derivate dalla varietà protetta, quando questa non sia a sua volta una varietà essenzialmente derivata,

ii) alle varietà che non si distinguono nettamente dalla varietà protetta conformemente all'articolo 7 e

iii) alle varietà la cui produzione necessita il ripetuto impiego della varietà protetta.

b) Ai fini dl capoverso a)i), si considera che una varietà é essenzialmente derivata da un'altra varietà ("varietà iniziale") quando

i) deriva principalmente dalla varietà iniziale o da una varietà che a sua volta e principalmente derivata dalla varietà iniziale, pur conservando le espressioni dei caratteri essenziali che risultano dal genotipo o dalla combinazione di genotipi della varietà iniziale,

ii) si distingue nettamente dalla varietà iniziale e

iii) salvo per quanto concerne le differenze generate dalla derivazione, risulta conforme alla varietà iniziale nell'espressione dei caratteri essenziali che risultano dal genotipo o dalla combinazione dei genotipi della varietà iniziale.

c) Le varietà essenzialmente derivate possono essere ottenute, ad esempio, mediante selezione di un mutante naturale o indotto o da una variante somaclonare, mediante selezione di una variante individuale tra piante della varietà iniziale, retroincroci o trasformazione attraverso l'ingegneria genetica.

Articolo 15

Eccezioni al diritto di costitutore

1)[Eccezioni obbligatorie] Il diritto di costitutore non si estende:

i) ad atti compiuti in ambito privato, a scopi non commerciali,

ii) ad atti compiuti a titolo sperimentale e

iii) ad atti compiuti allo scopo di creare nuove varietà nonché, ove non siano applicabili le disposizioni dell'articolo 14.5), ad atti di cui all'articolo 14.1) a 4), compiuti rispetto a tali altre varietà.

2) [Eccezione facoltativa] In deroga alle disposizioni dell'articolo 14, ogni Parte contraente può restringere entro limiti ragionevoli e con riserva della tutela dei diritti legittimi del costitutore, il diritto di costitutore nei riguardi di qualsiasi varietà al fine di permettere agli agricoltori di utilizzare sulle loro proprietà, per motivi di riproduzione o moltiplicazione, il prodotto della raccolta che hanno ottenuto coltivando, sulle loro proprietà, la varietà prodotta o una varietà di cui all'articolo 14.5 a)i) o ii).

Articolo 16

Esaurimento del diritto di costitutore

1) [Esaurimento del diritto] Il diritto di costitutore non si estende alle attività riguardanti il materiale della sua varietà, o di una varietà di cui all'articolo 14.5) che sia stato venduto o commercializzato in altro modo dal costitutore o con il suo consenso, sul territorio della Parte contraente interessata, oppure ogni altro materiale derivato dal suddetto materiale, a meno che tali atti:

i) non implichino una nuova riproduzione o molitplicazione della varietà in questione o

ii) non implichino un'esportazione del materiale della varietà che consenta di riprodurre la varietà in un paese che non protegge la varietà del genere o della specie vegetale cui essa appartiene, salvo se il materiale esportato é destinato al consumo.

2) [Significato di "materiale"] Ai fini del paragrafo 1) si intende per "materiale" con riferimento ad una varietà,

i) il materiale di riproduzione o di moltiplicazione vegetativa, di qualunque forma esso sia,

ii) il prodotto della raccolta, comprese piante intere e parti di piante, e

iii) qualsiasi prodotto fabbricato direttamente a partire dal prodotto della raccolta.

3) ["Territori" in alcuni casi] Ai fini del paragrafo 1), le Parti contraenti che sono Stati membri di un'unica e medesima organizzazione intergovernativa possono, quando i regolamenti di tale organizzazione lo richiedano, agire congiuntamente per assimilare gli atti compiuti sui territori degli Stati membri di tale organizzazione agli atti compiuti sul proprio territorio; esse notificheranno in tal caso tale assimilazione al Segretario generale.

Articolo 17

Limitazione dell'esercizio del diritto di costitutore

1) [Interesse pubblico] Salvo specifiche disposizioni previste dalla presente Convenzione, nessuna Parte contraente può limitare il libero esercizio di un diritto di costitutore se non per motivi di interesse pubblico.

2) [Equa rimunerazione] Quando tale limitazione ha come effetto di consentire a terzi di esercitare una qualunque delle attività per cui é necessaria l'autorizzazione del costitutore, la Parte contraente interessata deve adottare tutte le misure necessarie affinché il costitutore riceva un'equa rimunerazione.

Articolo 18

Regolamentazione commerciale

Il diritto di costitutore é indipendente dalle misure adottate da una Parte contraente per regolamentare sul proprio territorio,la produzione, il controllo e la commercializzazione del materiale delle varietà, o l'importazione e l'esportazione di tale materiale. In ogni caso, tali misure non dovranno recare pregiudizio all'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 19

Durata del diritto di costitutore

1) [Durata della protezione] Il diritto di costitutore é conferito per una durata determinata.

2) [Durata minima] Tale durata non può essere inferiore a 20 anni, a decorrere dalla data di conferimento del diritto di costitutore. Per gli alberi e le viti, tale durata non può essere inferiore a 25 anni, a decorrere da questa data.

CAPITOLO VI

DENOMINAZIONE DELLA VARIETA

Articolo 20

Denominazione della varietà

1) [Designazione delle varietà con denominazioni; utilizzazione della denominazione] a) La varietà sarà designata con una denominazione destinata ad essere la sua designazione generica.

b) Ciascuna parte contraente si accerta che, fatta riserva del paragrafo 4), nessun diritto relativo alla designazione registrata come denominazione della varietà ostacoli la libera utilizzazione della denominazione in relazione alla varietà anche dopo l'estinzione del diritto di costitutore

2) [Caratteristiche della denominazione] La denominazione deve permettere di identificare la varietà. Essa non può consistere unicamente di cifre a meno che non si tratti di una pratica stabilita per designare delle varietà. Essa non deve essere suscettibile di indurre in errore o di creare confusione quanto alle caratteristiche, al valore o all'identità del costitutore. In particolare, essa deve essere diversa da ogni altra denominazione che designi, sul territorio di una qualsiasi delle Parti contraenti, una varietà preesistente della stessa specie vegetale o di una specie simile.

3) [Registrazione della denominazione] La denominazione della varietà viene depositata dal costitutore presso il servizio. Qualora risulti che tale denominazione non corrisponde ai requisiti del paragrafo 2), il servizio rifiuta di registrarla ed esige che il costitutore proponga entro un termine stabilito, un'altra denominazione. La denominazione e registrata da quest'ultimo nello stesso tempo in cui é concesso il diritto di costitutore.

4) [Diritti acquisiti anteriormente da terzi] I diritti acquisiti anteriormente da terzi non vengono pregiudicati. Se, in virtà di un diritto acquisito anteriormente, l'utilizzazione della denominazione di una varietà viene vietata ad una persona che, conformemente alle disposizioni del paragrafo 7), é obbligata ad utilizzarla, l'autorità competente esige che il costitutore proponga un'altra denominazione per la varietà.

5) [Stessa denominazione in tutte le Parti contraenti] Una varietà non può essere oggetto di una domanda per il conferimento di un diritto di costitutore presso le Parti contraenti se non con la medesima denominazione. Il servizio di ciascuna Parte contraente é tenuto a registrare la denominazione così depositata, a meno che non constati che tale denominazione é inadeguata sul territorio della Parte contraente. In tal caso, esso esige che il costitutore proponga un'altra denominazione.

6) [Reciproca informazione tra i servizi delle Parti contraenti] Il servizio di una Parte contraente deve assicurare la comunicazione, ai servizi delle altre Parti contraenti, delle informazioni relative alle denominazioni varietali, in particolare per quanto concerne il deposito, la registrazione e la cancellazione di denominazioni. Ogni servizio può trasmettere le proprie eventuali osservazioni sulla registrazione di una denominazione al servizio che ha comunicato tale denominazione.

7) [Obbligo di utilizzare la denominazione] Colui che, sul territorio di una delle Parti contraenti procede alla messa in vendita o alla commercializzazione del materiale di riproduzione o di moltiplicazione vegetativa di una varietà protetta sul suddetto territorio, é tenuto ad utilizzare la denominazione di tale varietà anche dopo l'estinzione del diritto di costitutore riguardo a tale varietà nella misura in cui, conformemente alle disposizioni del paragrafo 4), diritti acquisiti anteriormente non si oppongano a tale utilizzazione.

8) [Indicazioni utilizzate in associazione a denominazioni] Quando una varietà viene offerta in vendita o comemrcializzata e consentito di associare alla denominazione varietale registrata, un marchio di fabbrica o di commercio, una denominazione commerciale o una indicazione similare. Ove una tale indicazione venga così associata, la denominazione deve essere tuttavia facilmente riconosciuta.

CAPITOLO VII

NULLITA E DECADENZA DEL DIRITTO DI COSTITUTORE

Articolo 21

Nullità del diritto di costitutore

1) [Motivi di nullità] Ciascuna Parte contraente dichaira nullo il diritto di costitutore che questa aveva conferito se viene accertato:

i) che le condizioni fissate dagli articoli 6 e 7 non erano effettivamente soddisfatte al momento del conferimento del diritto di costitutore,

ii) che, qualora il diritto di costitutore sia stato conferito essenzialmente sulla base di informazioni e documenti forniti dal costitutore, le condizioni fissate dagli articoli 8 e 9 non erano state effettivamente soddisfatte al momento del conferimento del diritto di costitutore, o

iii) che il diritto di costitutore é stato conferito ad uan persona non avente diritto, a meno che esso non venga trasferito alla persona che he ha diritto.

2) [Esclusione di ogni altro motivo] Nessun diritto di costitutore puo essere annullato per motivi diversi da quelli di cui al paragrafo 1).

Articolo 22

Decadenza del diritto di costitutore

1) [Motivi di decadenza] a) Ogni Parte contraente pouà far decadere il costitutore dal diritto che essa gli aveva conferito quando viene accertato che le condizioni fissate dagli articoli 8 e 9 non sono più effettivamente soddisfatte.

b) Inoltre, ciascuna Parte contraente può far decadere il costitutore dal diritto che essa gli aveva conferito se, entro un termine prescritto e successivamente alla messa in mora,

i) il costitutore non presenta al servizio competente le informazioni, i documenti o il materiale ritenuti necessari al controllo del mantenimento della varietà,

ii) il costitutore non ha pagato le tasse dovute, se del caso, per il mantenimento in vigore del proprio diritto o

iii) il costitutore non propone, in caso di cancellazione della denominazione della varietà successivamente al conferimento del diritto, un'altra denominazione adeguata.

2) [Esclusione di ogni altro motivo] Nessun costitutore puo decadere dal proprio diritto per motivi diversi da quelli di cui al paragrafo 1).

CAPITOLO VIII

L'UNIONE

Articolo 23

Membri

Le Parti contraenti sono membri dell'Unione.

Articolo 24

Status giuridico e sede

1) [Personalità giuridica] L'Unione ha personalità giuridica.

2) [Capacità giuridica] L'Unione gode, sul territorio di ciascuna parte contraente, conformemente alla legislazione vigente su tale territorio, della capacità giuridica necessaria per conseguire il suo scopo ed esercitare le sue funzioni.

3) [Sede] La sede dell'Unione e dei suoi organi permanenti e a Ginevra.

4) [Accordo di sede] L'Unione conclude un accordo di sede con la Confederazione Elvetica.

Articolo 25

Organi

Gli organi permanenti dell'Unione sono il Consiglio e l'Ufficio dell'Unione.

Articolo 26

Il Consiglio

1)[Composizione] Il Consiglio é composto dai rappresentanti dei membri dell'Unione. Ciascun membro dell'Unione nomina un rappresentante nel Consiglio ed un supplente. I rappresentanti o supplenti possono essere accompagnati da assistenti o da consulenti.

2)[Presidente e vice presidenti] Il Consiglio elegge fra i suoi membri un Presidente ed un primo Vice Presidente. Esso può eleggere altri Vice presidenti. Il primo Vice presidente sostituisce di diritto il Presidente in caso di impedimento. La durata del mandato del Presidente é di tre anni.

3) [Sessioni] Il Consiglio si riunisce su convocazione del suo Prsidente. Esso tiene una sessione ordinaria una volta all'anno. Inoltre il Presidente può riunire il Consiglio di propria iniziativa; egli é tenuto a riunirlo entro un termine di tre mesi quando almeno un terzo dei membri dell'Unione ne abbia fatto richiesta.

4) [Osservatori] Gli Stati non membri dell'Unione possono esser invitati in qualità di osservatori alle riunioni del Consiglio. A tali riunioni possono anche essere invitati altri osservatori o esperti.

5) [Compiti del Consiglio] I compiti del Consiglio sono i seguenti:

i) studiare le misure atte ad assicurare la tutela degli interessi dell'Unione e a favorire il suo sviluppo;

ii) stabilire il proprio regolamento interno;

iii) nominare il Segretario generale e, se lo ritiene necessario, un Vice Segretario generale; fissare le condizioni della loro assunzione;

iv) esaminare il rapporto annuale d'attività dell'Unione e stabilire il programma dei lavori futuri di quest'ultima;

v) dare al Segretario generale tutte le direttive necessarie per l'adempimento dei compiti dell'Unione;

vi) stabilire il regolamento amministrativo e finanziario dell'Unione;

vii) esaminare e approvare il bilancio preventivo dell'Unione e fissare il contributo di ciascun membro dell'Unione;

viii) esaminare e approvare i conti presentati dal Segretario generale;

ix) fissare la data ed il luogo delle conferenze previste dall'articolo 38 e adottare le misure necessarie alla loro preprarazione; e

x) in generale, prendere tutte le decisioni necessarie per il buon funzionamento dell'Unione.

6) [Numero di voti] a) Ciascun membro dell'Unione che e uno Stato dispone di un voto al Consiglio.

b) Ogni Parte contraente che è un'organizzazione intergovernativa puo esercitare riguardo a questioni di sua competenza, i diritti di voto dei suoi Stati membri che sono membri dell'Unione. Tale organizzazione intergovernativa non puo esercitare i diritti di voto dei suoi Stati membri quando i suoi Stati membri esercitano il loro diritto di voto, e viceversa.

7) [Maggioranze] Ogni decisione del Consiglio viene presa alla maggioranza semplice dei suffragi espressi; tuttavia, ogni decisone del Consiglio in virtù dei paragrafi 5)ii), vi) e vii) e in virtù degli articoli 28.3), 29.5)b) e 38.1) viene adottata alla maggioranza di tre quarti dei suffragi espressi. L'astensione non e considerata come voto.

Articolo 27

L'Ufficio dell'Unione

1) [Compiti e direzione dell'Ufficio] L'Ufficio dell'Unione esegue tutti i compiti che gli sono affidati dal Consiglio. Esso e diretto dal Segretario generale.

2) [Responsabilità del Segretario generale] Il Segretario generale e responsabile davanti al Consiglio; egli assicura l'esecuzione delle decisioni del Consiglio. Egli sottopone il bilancio preventivo all'approvazione del Consiglio e ne assicura l'esecuzione. Egli rende conto al Consiglio della propria gestione e presenta ad esso un rapporto sulle attività e sulla situazione finanziaria dell'Unione.

3) [Personale] Subordinatamente alle disposizioni dell'articolo 26.5)iii), le condizioni di nomina e d' impiego dei membri del personale necessario al buon funzionamento dell'Ufficio dell'Unione sono stabilite dal regolamento amministrativo e finanziario.

Articolo 28

Lingue

1) [Lingue dell'Ufficio] Le lingue francese, inglese, spagnola e tedesca sono utilizzate dall'Ufficio dell'Unione nell'adempimento dei suoi compiti.

2) [Lingue utilizzate in alcune riunioni] Le riunioni del Consiglio e le conferenze di revisione si svolgono in queste quattro lingue.

3) [Altre lingue] Il Consiglio può decidere che siano utilizzate altre lingue.

Articolo 29

Finanze

1) [Introiti] Le spese dell'Unione sono coperte

i) dai contributi annui degli Stati membri dell'Unione,

ii) dai pagamenti ricevuti per servizi resi;

iii) da introiti diversi.

2) [Contributi: unità] a) La quota di ciascuno Stato membro dell'Unione rispetto all'ammontare totale dei contributi annui e determinata con riferimento all'ammontare totale delle spese da coprire a mezzo dei contributi degli Stati membri dell'Unione e al numero di unità di contribuzione ad esso applicabile ai sensi del paragrafo 3). Detta quota é calcolata conformemente al paragrafo 4).

b) Il numero delle unità di contribuzione e espresso in numeri interi o in frazioni, purché nessuna frazione sia inferiore a un quinto.

3) [Contributi: quota di ciascun membro] a) Il numero delle unità di contribuzione applicabile ad ogni membro dell'Unione che e parte dell'Atto del 1961/1972 o dell'Atto del 1978 alla data in cui accetta di assogettarsi alla presente Convenzione, é lo stesso che era applicabile nei suoi confronti immediatamente prima di detta data.

b) Ogni Stato membro dell'Unione indica, al momento della propria adesione all'Unione, in una dichiarazione indirizzata al Segretario generale, il numero di unità di contribuzione ad esso applicabile.

c) Ogni Stato membro dell'Unione può, in ogni momento, indicare, in una dichiarazione indirizzata al Segretario generale un numero di unità di contribuzione diverso da quello ad esso applicabile in virtù dei precedenti capoversi a) o b). Ove tale dichiarazione venga fatta nel corso dei primi sei mesi dell'anno civile, essa ha effetto all'inizio dell'anno civile seguente; in caso contrario, prende effetto a partire dall'inizio del secondo anno civile successivo all' anno nel corso del quale essa e fatta.

4) [Contributi: calcolo delle quote] a) Per ogni esercizio finanziario, l'ammontare di una unità di contribuzione é pari all'ammontare totale delle spese da coprire nel corso di tale

esercizio a mezzo dei contributi degli Stati membri dell'Unione, diviso per il numero totale di unità applicabile a tali Stati membri.

b) L'ammontare del contributo di ciascuno Stato membro dell'Unione é pari all'ammontare di un'unità di contribuzione moltiplicato per il numero di unità applicabile a tale Stato membro.

5) [Arretrati nei contributi] a) Uno Stato membro dell'Unione in mora nel pagamento dei suoi contributi non può - con riserva delle disposizioni del capoverso b) - esercitare il proprio diritto di voto in seno al Consiglio se l'ammontare del suo arretrato é pari o superiore a quello del contributo di cui é debitore per l'ultimo anno completo trascorso. La sospensione del diritto di voto non esime tale Stato membro dai propri obblighi, né lo priva degli altri diritti derivanti dalla presente Convenzione.

b) Il Consiglio puo autorizzare detto Stato membro dell'Unione a conservare l'esercizio del proprio diritto di voto finché riterrà che il ritardo risulti da circostanze eccezionali ed inevitabili.

6) [Verifica dei conti] La verifica dei conti dell'Unione viene assicurata, secondo le modalità previste dal regolamento amministrativo e finanziario, da uno Stato membro dell'Unione. Tale Stato membro é , con il suo consenso, designato dal Consiglio.

7)[Contributi delle organizzazioni intergovernative]Ogni Parte contraente che e un'organizzazione intergovernativa é esente dal pagamento di contributi. Ciononostante, qualora essa decida di versare dei contributi, saranno applicabili, per analogia, le disposizioni dei paragrafi da 1) a 4).

CAPITOLO IX

APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE; ALTRI ACCORDI

Articolo 30

Applicazione della Convenzione

1)[Misure di applicazione] Ciascuna Parte contraente adotta tutte le misure necessarie per l'applicazione della presente Convenzione e, in particolare:

i) prevede i ricorsi legali del caso che permettano di difendere efficacemente i diritti di costitutore:

ii) istituisce un servizio incaricato del conferimento dei diritti di costitutore o incarica il servizio istituito da un'altra Parte contraente di concedere tali diritti:

iii) assicura, mediante pubblicazioni periodiche, la comunicazione al pubblico delle informazioni riguardanti

- le domande di diritti di costitutore, nonché i diritti di costitutore conferiti e

- le denominazioni proposte e approvate.

2) [Conformità della legislazione] Resta inteso che al momento del deposito del proprio strumento,di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, ciascuno Stato o organizzazione intergovernativa deve essere in grado, conformemente alla propria legislazione, di applicare le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 31

Rapporti tra le Parti contraenti e gli Stati vincolati da Atti anteriori

1) [Rapporti tra Stati vincolati dalla presente Convenzione] Soltanto la presente Convenzione si applicherà tra gli Stati membri dell'Unione che sono vincolati sia dalla presente Convenzione che da un Atto anteriore della Convenzione.

2) [Possibilità di rapporti con Stati non vincolati dalla presente Convenzione] Ogni Stato Membro dell'Unione non vincolato dalla presente Convenzione può dichiarare, con una notifica indirizzata al Segretario Generale, che applicherà l'ultimo Atto della Convenzione dal quale esso é vincolato, nei suoi rapporti con ogni membro dell'Unione vincolato unicamente dalla presente Convenzione. Alla scadenza del termine di un mese a decorrere dalla data di questa notifica, e fino a quando lo Stato membro dell'Unione che ha fatto tale dichiarazione non sia vincolato dalla presente Convenzione, tale membro dell'Unione applicherà, l'ultimo Atto dal quale é vincolato nei suoi rapporti con ciascuno membro dell'Unione vincolato soltanto dalla presente Convenzione, mentre quest'ultimo membro applicherà la presente Convenzione nei suoi rapporti con l'altro.

Articolo 32

Accordi particolari

Gli Stati membri dell'Unione si riservano il diritto di concludere tra di loro accordi particolari per la protezione delle varietà nella misura in cui tali accordi non contravvengano alle disposizioni della presente Convenzione.

CAPITOLO X

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 33

Firma

La presente Convenzione é aperta alla firma di ogni Stato che é membro dell'Unione dal giorno della sua adozione. Essa é aperta alla firma sino al 31 marzo 1992.

Articolo 34

Ratifica, accettazione o approvazione; adesione

1) [Stati ed alcune organizzazioni intergovernative] a) Ogni Stato può, conformemente al presente articolo, entrare a far parte della presente Convenzione.

b) Ogni organizzazione intergovernativa può, conformemente al presente articolo, entrare a far parte della presente Convenzione

i) se ha competenza per le materie regolate dalla presente Convenzione,

ii) se la sua legislazione prevede il conferimento e la protezione di diritti di costitutore che vincolano tutti i suoi Stati membri, e

iii) se é debitamente autorizzata conformemente ai suoi regolamenti interni ad aderire alla presente Convenzione.

2) [Strumento di adesione] Ogni Stato che ha firmato la presente Convenzione entra a far parte della presente Convenzione mediante il deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione della presente Convenzione. Ogni Stato che non ha firmato la presente Convenzione o ogni organizzazione intergovernativa entra a far parte della presente Convenzione mediante il deposito di uno strumento di adesione alla presente Convenzione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione vengono depositati presso il Segretario generale.

3) [Parere del Consiglio] Ogni Stato che non é membro dell'Unione o ogni organizzazione intergovernativa chiede, prima di depositare il proprio strumento di adesione, il parere del Consiglio sulla conformità della propria legislazione con le disposizioni della presente Convenzione. Se la decisione che funge da parere é positiva, lo strumento di adesione può essere depositato.

Articolo 35

Riserve

1)[Princìpio] Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2) nessuna riserva e ammessa alla presente Convenzione.

2)[Possibilità di deroga] a) Nonostante le disposizioni dell'articolo 3.1), ogni Stato che, al momento in cui entra a far parte della presente Convenzione é parte dell'Atto del 1978 e che, per quanto concerne le varietà di moltiplicazione vegetativa, prevede la protezione sotto forma di un titolo di proprietà industriale diverso da un diritto di costitutore, ha facoltà di continuare a prevederla senza applicare la presente Convenzione a dette varietà.

b) Ogni Stato che si avvale di tale facoltà ne darà notifica al Segretario generale all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione della presente Convenzione, o di adesione a quest'ultima. Tale Stato potrà ritirare in ogni momento detta notifica.

Articolo 36

Comunicazioni relative alle legislazioni e ai generi e alle specie protetti; informazioni da pubblicare

1)[Notifica iniziale] All'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione della presente Convenzione o di adesione a quest'ultima, ciascuno Stato o organizzazione intergovernativa notifica al Segretario generale

i) la propria legislazione che disciplina i diritti di costitutore, nonché

ii) l'elenco dei generi e delle specie vegetali ai quali esso applicherà le disposizioni della presente Convenzione nel momento in cui ne sara vincolato.

2) [Notifica delle modifiche] Ogni Parte contraente notificherà senza indugio al Segretario generale

i) ogni modifica della propria legislazione che disciplina i diritti di costitutore, nonché

ii) ogni estensione dell'applicazione della presente Convenzione ed altri generi e specie vegetali.

3) [Pubblicazione di informazioni] Il Segretario generale pubblica, sulla base di comunicazioni ricevute dalla Parte contraente interessata, informazioni su

i) la legislazione che disciplina i diritti di costitutore ed ogni modifica di tale legislazione, nonché

ii) l'elenco dei generi e specie vegetali menzionato al paragrafo 1)ii) ed ogni estensione menzionata al paragrafo 2)ii).

Articolo 37

Entrata in vigore; impossibilità di aderire ad Atti anteriori

1) [Entrata in vigore iniziale] La presente Convenzione entra in vigore un mese dopo che cinque Stati avranno depositato i loro strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione a condizione che almeno tre dei suddetti strumenti siano stati depositati da Stati parte dell'Atto del 1961/1972 o dell'Atto del 1978.

2) [Entrata in vigore successiva] Ogni Stato cui non si applica il paragrafo 1) o ogni organizzazione intergovernativa sara vincolato dalla presente Convenzione un mese dopo la data in cui tale Stato o organizzazione avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione di approvazione o di adesione.

3) [Impossibilità di aderire all'Atto del 1978] Nessun strumento di adesione all'Atto del 1978 potrà essere depositato dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione conformemente al paragrafo 1); tuttavia, ogni Stato che viene considerato dalla prassi in uso presso l'Assemblea generale delle Nazioni Unite come Paese in via di sviluppo potrà depositare tale strumento sino al 31 dicembre 1995 ed ogni altro Stato potrà depositare tale strumento sino al 31 dicembre 1993, anche se la presente Convenzione entra in vigore anteriormente a tale data.

Articolo 38

Revisione della Convenzione

1) [Conferenza] La presente Convenzione puo essere sottoposta a revisione da una conferenza dei membri dell'Unione. La convocazione di tale conferenza é decisa dal Consiglio.

2) [Quorum et maggioranza] La conferenza delibera validamente solo se almeno la metà degli Stati dell'Unione vi sono rappresentati. Per essere adottato, un testo riveduto della Convenzione deve ottenere la maggioranza di tre quarti degli Stati membri dell'Unione presenti e votanti.

Articolo 39

Denuncia della Convenzione

1) [Notifiche] Ogni Parte contraente puo denunciare la presente Convenzione mediante notifica indirizzata al Segretario generale. Il Segretario generale comunica senza indugio la ricezione di tale notifica a tutti i membri dell'Unione.

2) [Atti anteriori] Si riterrà che la notifica di denuncia della presente Convenzione costituisce altresì notifica di denuncia di ogni Atto anteriore a cui é vincolata la Parte contraente che denuncia la presente Convenzione.

3) [Data di efficacia] La denuncia prende effetto allo scadere dell'anno civile che segue l'anno in cui la notifica e stata ricevuta dal Segretario generale.

4) [Diritti acquisiti] La denuncia non può in alcun modo pregiudicare i diritti acquisiti nei riguardi di una varietà, in virtù della presente Convenzione o di un Atto anteriore, anteriormente alla data in cui la denuncia acquista efficacia.

Articolo 40

Mantenimento dei diritti acquisiti

La presente Convenzione non può in alcun modo pregiudicare i diritti di costitutore acquisiti sia in virtù delle legislazioni delle Parti contraenti, sia in virtù di un Atto precedente, sia in conseguenza di accordi diversi dalla presente Convenzione conclusi tra membri dell'Unione.

Articolo 41

Esemplare originale e testi ufficiali della Convenzione

1)[Originale] La presente Convenzione e firmata in un esemplare originale nelle lingue francese, inglese e tedesca; il testo francese fa fede in caso di divergenze tra i testi. Detto esemplare viene depositato presso il Segretario generale.

2)[Testi ufficiali] Il Segretario generale predispone, previa consultazione dei Governi degli Stati e delle organizzazioni intergovernative interessate, dei testi ufficiali della presente Convenzione in lingua araba, giapponese, italiana, olandese e spagnola come pure nelle altre lingue che il Consiglio potrà indicare.

Articolo 42

Funzioni del depositario

1) [Trasmissione di copie] Il Segretario generale trasmetterà copie certificate della presente Convenzione agli Stati e organizzazioni intergovernative rappresentati alla Conferenza diplomatica che l'ha adottata, nonchè a qualsiasi altro Stato o organizzazione intergovernativa che ne faccia richiesta.

2) [Registrazione] Il Segretario generale fa registrare la presente Convenzione presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2123):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 14 febbraio 1997.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 marzo 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 9ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 17 e 19 giugno 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1997 (atto n. 2123/*A* - relatore sen. BASINI).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

Camera dei deputati (atto n. 4068):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 15 settembre 1997, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VIII, X e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 27 gennaio 1998.

Relazione scritta annunciata il 29 gennaio 1998 (atto n. 4068/*A* - relatore on. NICCOLINI).

Esaminato in aula il 16 marzo 1998 e approvato il 17 marzo 1998.

98G0157

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651390) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DE LUCA
Via A. Herio, 21

◇ **L'AQUILA**
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A

◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)

◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonv. Occidentale, 10

◇ **TERAMO**
LIBRERIA DE LUCA
Via Riccitelli, 6

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69

◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27

◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 70/A

◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C

◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11

◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30-32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71

◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29-33

◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA
Via Raiola, 69/D

◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo

◇ **NAPOLI**
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20-23
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168-170
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18

◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;

◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi

◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
GIURIDICA EDINFORM
Via delle Scuole, 38

◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15

◇ **CESENA**
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5

◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16-18

◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12

◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Berengario, 60

◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D

◇ **PIACENZA**
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160

◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII *Giugno*, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A

◇ **TRIESTE**
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30

◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
LIBRERIA EDICOLA CARINCI
Piazza Madonna della Neve, s.n.c.

◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28-30

◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68-70
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027

◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4

◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10

◇ **VITERBO**
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Loc. Pietrare
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37-38

◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R

◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI - DI VIALE
Viale Matteotti, 43/A-45

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
LIBRERIA LORENZELLI
Via G. D'Alzano, 5

◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **BRESSO**
LIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11

◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4

◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15

◇ **CREMONA**
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72

◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Pulicelli, 1 (ang. p. risorgimento)
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8

◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA - DI LAZZARINI
Corso Mart. Liberazione, 100/A

◇ **LIPOMO**
EDITRICE CESARE NANI
Via Statale Briantea, 79

◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32

◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32

◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. *Emanuele II, 13-15*

◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4

◇ **PAVIA**
LIBRERIA GALASSIA
Corso Mazzini, 28

◇ **SONDRIO**
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA - DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4-5-6
◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Via Ugo Bassi, 38

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81-83

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE I.C.A.P.
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra
◇ **VERCELLI**
CARTOLIBRERIA COPPO
Via Galileo Ferraris, 70

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Corso Garibaldi, 38/A
◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
◇ **FOGGIA**
LIBRERIA PATIERNO
Via Dante, 21
◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24
◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30-32
◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
◇ **SASSARI**
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42

SICILIA

◇ **ACIREALE**
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8-10
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106-108
◇ **CATANIA**
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
LIBRERIA RIOLO FRANCESCA
Via Vittorio Emanuele, 137
◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132-134
◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
◇ **PALERMO**
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15-19
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA DARIO FLACCOVIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
◇ **SIRACUSA**
LA LIBRERIA DI VALVO E SPADA
Piazza Euripide, 22
◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **FIRENZE**
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46/R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22/R
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84-86/R
◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA
Via Mille, 6/A
◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23-27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45-47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via delle Terme, 5-7
◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **BELLUNO**
LIBRERIA CAMPDEL
Piazza Martiri, 27/D
◇ **CONEGLIANO**
LIBRERIA CANOVA
Via Cavour, 6/B
◇ **PADOVA**
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
◇ **VENEZIA**
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI
EDITORIALI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
◇ **VERONA**
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1998

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1998
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1998 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1998

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:
- annuale .... L. 484.000
- semestrale .... L. 275.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale .... L. 396.000
- semestrale .... L. 220.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:
- annuale .... L. 110.000
- semestrale .... L. 66.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale .... L. 102.000
- semestrale .... L. 66.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale .... L. 260.000
- semestrale .... L. 143.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale .... L. 101.000
- semestrale .... L. 65.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale .... L. 254.000
- semestrale .... L. 138.000

Tipo F - *Completo.* Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):
- annuale .... L. 1.045.000
- semestrale .... L. 565.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):
- annuale .... L. 935.000
- semestrale .... L. 495.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale *- parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1998.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale* .... L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»* .... L. 2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale .... L. 154.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale .... L. 100.000
Prezzo di vendita di un fascicolo .... L. 8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1998
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali) .... L. 1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale .... L. 1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches) .... L. 4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale .... L. 451.000
Abbonamento semestrale .... L. 270.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione .... L. 1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 2 0 0 0 9 1 0 9 8 *

L. 6.000